

soit nullement uniforme dans tout le pays. Il est très élevé au Québec, dans les provinces Maritimes et dans certaines régions des Prairies. En Saskatchewan, il n'a jamais été aussi élevé depuis des années et certains signes font croire qu'il augmentera encore d'ici la fin de l'hiver.

Les difficultés que nous cause l'inflation devraient également persuader le gouvernement de lever une bonne partie des restrictions qui nous accablent. Il est de plus en plus évident que la politique anti-inflationniste du gouvernement ne produit aucun résultat. Les restrictions dites volontaires sont inefficaces. Tous s'accordent à dire que les mesures anti-inflationnistes du gouvernement se sont traduites par un échec total. Nous devons repenser tout le problème. Ce matin, le *Globe and Mail* publiait un article montrant le rythme d'accroissement du coût de la vie au pays. D'après cet article, dans un grand nombre de nos régions économiquement faibles, il augmente plus rapidement que dans certaines villes. Ces derniers mois, par exemple, il a augmenté plus rapidement à Saskatoon qu'à Toronto. Tout cela démontre clairement que le gouvernement doit changer de politique s'il veut lutter contre l'inflation et faire baisser le coût de la vie au Canada. Nous ne combattons certainement pas l'inflation en imposant le genre de surtaxe que ce bill envisage. La seule manière d'aider nos concitoyens, c'est d'augmenter les dépenses dans le secteur public. Nous devons être prêts à dépenser davantage pour les gens, pour les questions urbaines, pour le logement et pour aider les plus pauvres à s'aider eux-mêmes, afin de leur donner enfin une chance.

Nous devons accepter de consacrer plus d'argent à nos producteurs de céréales et en général aux cultivateurs de l'Ouest du Canada. Trop souvent, nos agriculteurs pensent que nous avançons dans le noir, et que les difficultés qui se posent ne sont pas de leur faute. Si nous n'aidons pas nos agriculteurs, beaucoup d'entre eux quitteront la ferme pour aller dans les villes, où ils nous susciteront probablement de nombreuses difficultés. Je rappelle aux députés les conclusions d'un comité présidentiel, établi du temps du président Kennedy. Si la violence et la criminalité, disait-il, augmentent dans ce pays, c'est surtout parce que bien des gens originaires des campagnes ont été obligés de se diriger vers les villes. Or, ces gens-là n'ont ni la compétence ni la formation nécessaires pour s'adapter au milieu urbain. Ils deviennent alors la proie de l'aliénation et de la frustration. Bon nombre d'entre eux recourent alors à la violence et au crime. Il nous faudra réfléchir à ces problèmes dans notre pays et consacrer beaucoup plus d'argent à nos concitoyens.

Nous devons essayer de résoudre certains de nos problèmes et consacrer moins d'argent à des entreprises comme le *Bonaventure* ou à l'amortissement des dettes de l'Expo. A mon avis, nous devrions dépenser beaucoup moins pour la défense, car il me paraît futile de consacrer tant d'argent à des armes qui tuent effectivement de plus en plus de Canadiens, alors que nous ne dépensons pas assez pour l'alimentation de notre peuple et pour des programmes qui leur permettraient de subvenir à leurs besoins.

Je le répète, monsieur l'Orateur, je ne crois pas à l'efficacité des mesures anti-inflationnistes du gouvernement. Je ne crois pas même qu'elles commencent à réduire l'inflation, qui ne saurait être enrayerée par les mesures actuelles du gouvernement. Il me semble que le gouvernement combat l'inflation à l'aide de mesures qui font augmenter le coût de la vie et frappent le gagne-petit, l'homme qui vit d'une pension ou d'un revenu fixe. On ne peut combattre l'inflation en se contentant de licencier quelques malheureux fonctionnaires ou de hausser les taux d'intérêt. On ne fera pas grand-chose de bon en suscitant des difficultés aux agriculteurs. Ce n'est pas ainsi qu'on lutte positivement contre l'inflation. J'estime que nous devrions songer sérieusement à exercer un certain contrôle économique sur certaines de nos principales sociétés et entreprises commerciales. Nombre d'entre elles s'en donnent à cœur joie à cause des politiques du gouvernement.

• (5.10 p.m.)

Les bénéfices des banques pour l'an dernier sont plus élevés que jamais, ou du moins depuis longtemps. Ceux des sociétés ont beaucoup augmenté depuis l'an dernier. Ces gens-là ne lutteront jamais contre l'inflation volontairement. Pourquoi le feraient-ils? La concurrence et les bénéfices sont l'essence même de l'entreprise privée ou du capitalisme. En bons capitalistes ou entrepreneurs libres, ces gens-là doivent avoir un chiffre respectable dans la colonne des bénéfices. Ils ne collaboreront pas avec le gouvernement à moins d'y être forcés.

Ils n'ont pas à faire face à des taux d'intérêt élevés, comme les gagne-petit. Ils n'ont pas à emprunter d'énormes sommes. Ils réinvestissent tout simplement leurs bénéfices dans leur propre entreprise. D'autre part, l'individu à revenu fixe, de \$5,000 à \$8,000 par année, qui essaie de se construire une maison doit emprunter à un taux d'intérêt élevé. C'est lui qui est pénalisé. Il en va de même pour le petit homme d'affaires. Son entreprise ne suffit pas à ses propres besoins. La politique du gouvernement dans la lutte contre l'inflation le touche.